

Le paysan, le commerçant et l'État :

les inégalités de l'approvisionnement alimentaire
dans une région caféière (Mexique)

Cécile BERNARD * et Odile HOFFMANN **

La crise alimentaire qui affecte aujourd'hui la plus grande partie de la population mexicaine à des degrés divers a en fait débuté dès 1970 dans de nombreuses régions rurales de paysannerie traditionnelle. Face aux mouvements de revendication paysanne de la fin des années 1970 et après une répression souvent violente, l'État tente de mettre en place des structures susceptibles d'améliorer les conditions de la production paysanne et de sa commercialisation.

Dans le domaine de l'approvisionnement alimentaire, un nouvel élan est donné à une institution créée en 1965, la CONASUPO (Compania Nacional de Subsistencias Populares). Cet organisme est le principal instrument de l'État pour intervenir sur la prévention et la régulation de la crise alimentaire : prix de garantie des produits de base, production et transformation des principaux aliments (tortillas, conditionnement du lait), monopole des importations de grain (M. DURAND, 1987). Sous la présidence de J. LOPEZ PORTILLO (1976-1982), le problème est abordé de façon plus globale avec le « plan d'action pour les groupes et les zones marginalisées » (COPLAMAR, 1977), destiné aux zones rurales reculées. La Banque mondiale finance conjointement la création de 6000 magasins ou boutiques distribuant les aliments à des prix subventionnés.

Dans la région de Xalapa dont il est question ici, la production dominante est le café. Mais la culture du café Arabica n'est possible à cette latitude que jusqu'à 1 400 m d'altitude environ ; plus haut, les petits paysans continuent à produire maïs et haricot pour l'autoconsommation, et les grands propriétaires terriens développent

* Agronome, Casa de Velasquez, calle Adriano n° 24, Sevilla, Espagne, 41001.

** Géographe ORSTOM, département « Milieux et activités agricoles », UR « Analyse des organisations régionales et gestion des milieux agro-pastoraux », 213, rue La Fayette, 75480 Paris cedex 10.

l'élevage bovin. La région est ainsi nettement différenciée entre la zone basse, caféière, à relativement forte densité de population (environ 150 hab./km²), à l'habitat groupé en gros villages et quelques bourgs de plus de 10 000 hab., aux voies de communication nombreuses, et les versants de la montagne couverts de forêts, pâturages et parcelles de maïs, faiblement peuplés (de 50 à 80 hab./km²), à l'habitat dispersé en petits hameaux non desservis si ce n'est par des chemins muletiers non carrossables. La même région inclut des situations agraires différenciées, contiguës dans l'espace mais combinées dans le temps par la circulation des travailleurs agricoles, essentiellement au profit de la zone caféière qui jusqu'à aujourd'hui offre assez de travail pour tous, sauf en époque de soudure (la période de la « goyave », en septembre).

Dans un environnement agricole dominé par une culture d'exportation, par quels moyens un paysan peut-il faire face à la crise et s'assurer une relative sécurité alimentaire ? En quoi la différenciation intrarégionale se traduit-elle dans les stratégies paysannes face à l'approvisionnement alimentaire, notamment par des transformations des systèmes de production vivrière ? L'intervention de l'État est-elle une réponse satisfaisante et à quel prix, économique et politique, en zone haute et en zone caféière ? Quelles sont les nouvelles relations qui s'établissent alors avec les acteurs traditionnels de la région que sont les commerçants et négociants en produits agricoles ?

LES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION : RÉPARTITION SPATIALE DES BOUTIQUES RURALES

Les achats de produits agricoles aux paysans par la CONASUPO sont très réduits dans la région, qui ne produit pas, ou pas assez, de haricot, sucre, riz et maïs, ce dernier étant en général importé des États-Unis. De même ses activités régionales de transformations se réduisent à une entreprise de pasteurisation et conservation du lait (LICONSA).

La CONASUPO intervient dans l'approvisionnement et la distribution en ville et en milieu rural. Dans le premier cas, la participation de la CONASUPO consiste à octroyer des crédits à des groupes ou des particuliers pour l'installation de grands magasins CONASUPER, de boutiques CONASUPO ou IMPECSA (Impulsora del Pequeño Comercio SA, filiale de CONASUPO), sous forme de contrats dont la logique est essentiellement économique. En revanche, l'installation de boutiques rurales revêt un caractère social et politique marqué, et implique une organisation des

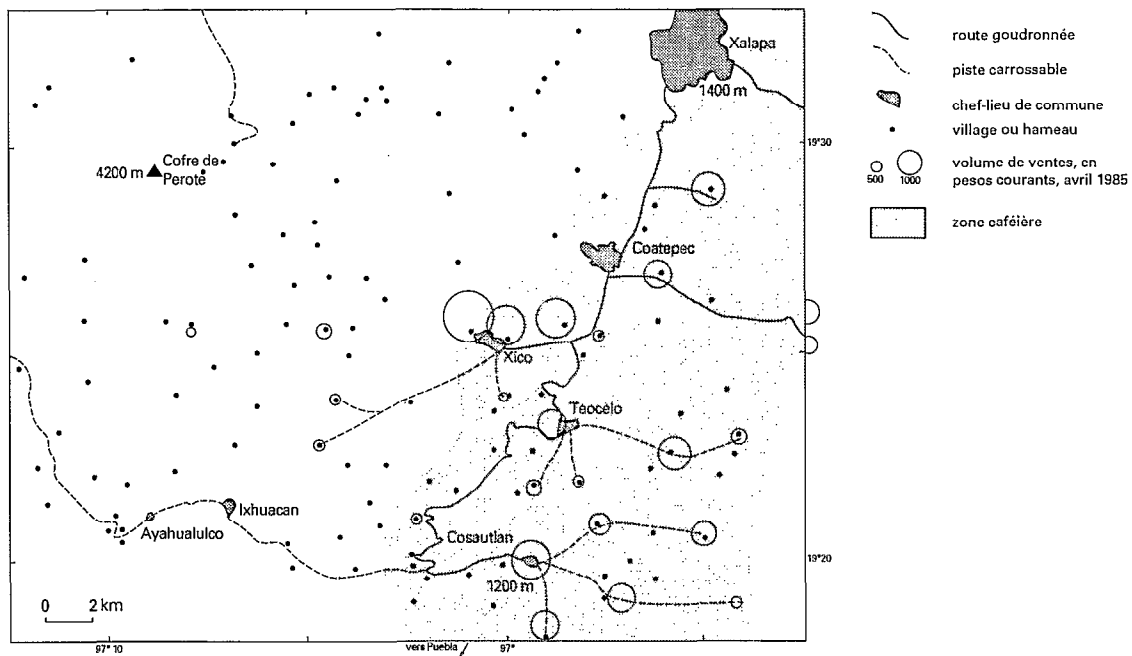


Fig. 1. — Le réseau de distribution CONASUPO-COPLAMAR dans l'aire d'intervention du magasin de COSAUTLAN.

communautés (villages ou hameaux) : CONASUPO établit un contrat avec un groupe solidaire qui s'organise en un « comité de boutique rurale », avec des assemblées mensuelles obligatoires pour tous les associés, et un système de contributions en espèces et en travail.

En 1986, 4 ans après son ouverture, le magasin de Cosautlan approvisionnait 27 boutiques rurales réparties inégalement sur les 8 municipes constituant son aire d'influence (environ 1 000 km² et 120 000 habitants en 1980).

La figure 1 donne une image de la répartition des boutiques CONASUPO-COPLAMAR :

- La majorité des boutiques sont situées dans la zone de plantations caféières bien desservie par des routes ou pistes carrossables.
- La partie haute à l'ouest, sur les versants du Cofre de Perote, est presque entièrement dépourvue de boutiques rurales.

Vers le sud, il est curieux de noter que même les localités bien desservies, le long de la piste qui passe par Ixhuacan et Ayahualulco et proches du magasin de Cosautlan, n'abritent pas de boutiques CONASUPO-COPLAMAR.

Le programme rural CONASUPO-COPLAMAR touche environ 40 à 50 % des familles résidentes dans les villages et hameaux des municipes de Cosautlan et Xico. Les résultats sont plus faibles dans les autres municipes de la zone caféière (20 % des familles à Teocelo) où la population est plus groupée dans des bourgs bénéficiant des programmes urbains CONASUPO-IMPECSA. Ils sont insignifiants en zone haute, pratiquement non touchée par les programmes CONASUPO.

La couverture « urbaine » de CONASUPO est de loin meilleure que sa couverture rurale, tout habitant d'un bourg ayant un accès proche à une boutique CONASUPO-IMPECSA. En avril 1986, il y avait 71 boutiques de ce type à Coatepec, 21 à Teocelo, 10 à Xico, 11 à Cosautlan, 5 à Ixhuacan, 2 à Ayahualulco et près du double de boutiques épisodiquement approvisionnées par CONASUPO-IMPECSA.

L'inégale répartition des boutiques rurales CONASUPO-COPLAMAR dans cette petite région révèle donc un double déséquilibre : entre les villages de l'aire caféière proches du magasin régional et les autres d'une part, entre les villages desservis par la route et les autres d'autre part. Ce qui revient à constater l'échec partiel d'un programme qui était fondamentalement destiné, au départ, aux zones les plus marginalisées. Au-delà de l'existence de voies de communication ou de l'effet de proximité, qui jouent évidemment un rôle important, il semble utile d'explorer les autres raisons qui ont mené à une telle répartition.

La zone caféière, autour des axes routiers, est sillonnée par de nombreux commerçants à toute époque de l'année, mais surtout en période de récolte quand la disponibilité en argent liquide est maximale. Ils viennent acheter le café des petits producteurs, mais aussi vendre des lits, des couvertures, des ustensiles de ménage et tout objet que l'on ne peut s'offrir qu'à cette période d'abondance. La multiplicité des intervenants dans le réseau de commercialisation empêche l'établissement de véritables petits monopoles et soumet le petit commerce à des règles élémentaires de concurrence.

Par ailleurs cette zone caféière est relativement bien « quadrillée » par les organismes officiels d'une part (les différents ministères, les syndicats officiels, les institutions de développement, les banques...), par les organisations paysannes d'autre part (syndicats plus ou moins indépendants et coopératives). L'organisation collective en groupes solidaires y est un phénomène relativement bien connu même si elle n'est pas facile à mettre en œuvre. La CONASUPO-COPLAMAR a donc naturellement trouvé dans cette zone des facilités d'implantation. La couverture du programme dans certains villages est très importante puisque la proportion d'unités familiales participant activement au programme, c'est-à-dire présentes aux assemblées générales, y est fréquemment de l'ordre de 70 %.

Le cas est tout autre dans la zone de montagne productrice de maïs. Rares sont ceux qui disposent d'une camionnette leur permettant de se consacrer au commerce. La concurrence y est dès lors très faible. Mais au-delà des raisons économiques, c'est tout le système local de contrôle et d'encadrement de la population qui affecte le système d'approvisionnement et de commercialisation. Contrairement à d'autres régions reculées, notamment de peuplement indien, l'organisation collective n'est ni traditionnelle ni fréquente dans la sierra. Chacun cultive son lopin ou cherche un patron pour travailler à la journée, et seules les « corvées » collectives pour réparer le chemin, construire la chapelle ou retaper l'école sont admises et effectuées, non sans réticences d'ailleurs. Par ailleurs toute tentative d'organisation est mal vue par les petits caciques locaux, d'autant plus mal qu'elle remet en cause le statut de monopole du commerce qu'ils détiennent le plus souvent. Les moyens ne leur manquent pas pour imposer leurs vues, qui peuvent aller de la non-embauche en période de travail à la non-assistance en cas de difficultés, en passant par d'éventuelles pressions politiques.

Tout se passe comme si les intervenants dans le réseau de commercialisation en zone rurale s'étaient partagé l'espace, la CONASUPO-COPLAMAR ne s'implantant que là où les réseaux traditionnels, de type clientéliste, lui en laissent l'autorisation. Le contrôle économique et social de la population est encore très fort et personnalisé dans la sierra, alors que dans la zone caféière il est

plus diffus et laisse des espaces d'initiative pour l'organisation collective.

LES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT CONASUPO ET LES CONSÉQUENCES SUR LES SYSTÈMES DE PRODUCTION

Les conditions d'approvisionnement

Une étude rapide a été menée en 1985-86 sur les deux critères qui prétendent garantir l'avantage des boutiques rurales CONASUPO sur le commerce traditionnel : la disponibilité en produits de base (maïs, haricot, sucre, riz) et leurs prix.

L'étude des fluctuations mensuelles de marchandises fournies par le magasin régional de Cosautlan aux boutiques rurales montre que la variation la plus importante concerne l'approvisionnement en maïs. D'un volume mensuel moyen de 150 tonnes en début d'année, il passe à 340 tonnes en octobre (soit 18 kg par semaine et par famille si l'on ne compte que les adhérents) pour chuter brusquement à 50 tonnes en novembre. Ce pic d'octobre est directement lié au cycle cultural du maïs, dont la récolte débute en novembre. D'autre part le mois d'octobre marque la fin de la période de « la goyave », quand le travail vient à manquer et que les réserves de l'année précédente sont depuis longtemps épuisées, de même que les économies accumulées lors de la cueillette du café. Tous vont alors s'approvisionner en maïs à la boutique de la CONASUPO, qui fournit au meilleur prix un maïs souvent dédaigné en d'autres temps. Le maïs de la CONASUPO est en effet, le plus souvent, un maïs jaune, au grain peu apprécié pour faire des tortillas et souvent mêlé aux vieux épis et aux déchets végétaux, qu'on se résigne néanmoins à consommer en période de soudure.

Cette fluctuation très importante de la consommation de maïs CONASUPO souligne la place apparemment prépondérante du maïs cultivé sur place dans la consommation régionale. Or, la région de Coatepec est caractérisée par la culture du café, omniprésente dans le paysage et considérée comme principale, si ce n'est seule, production régionale rentable. Faire du maïs sur des terres caféières relève du paradoxe... Et pourtant, nous verrons plus loin que le cas n'est pas rare.

D'une façon générale, les prix de vente CONASUPO sont subventionnés par l'État dans une proportion qui augmentait depuis 1970 et atteignait 30 % du prix de vente du maïs « privé » en 1983. Au cours de l'année 1985, les prix CONASUPO des deux aliments de base, maïs et haricot, ont connu des hausses de respectivement 90 et 215 %, bien supérieures au taux officiel de l'inflation (80 %).

Ces augmentations furent une attaque souvent intolérable au pouvoir d'achat du petit paysan dont le salaire journalier n'augmentait que de 60 % pendant cette même période. À cela vinrent s'ajouter les pénuries, 6 mois durant en 1985 pour le maïs et le sucre. Quant au haricot, les prix s'élevèrent brutalement, mais restèrent deux à trois fois inférieurs dans les boutiques CONASUPO que chez les privés. Les commerçants en profitèrent et l'on vit reparaître des phénomènes de rétention et de pénurie fictive, de spéculation et d'usure comme dans les années 1940 (cf. BEAUMOND, 1988).

Mauvais approvisionnement et hausse des prix des produits de base, ces critiques régulières contre la CONASUPO se justifèrent en 1985. Mais toutes les années ne sont pas aussi noires et, pour évaluer les véritables contraintes d'approvisionnement qui pèsent sur le paysan, il est nécessaire d'aborder conjointement l'étude des conditions de production : qui produit encore du maïs, où et pourquoi ?

Cultures vivrières et stratégies paysannes

La culture du maïs est réalisée entièrement manuellement à la houe, au pic ou à la pelle, et requiert environ 100 journées de travail par hectare, principalement concentrées pendant les pluies de printemps. Et c'est à cette même époque qu'il faut désherber, fertiliser, et replanter les caféiers. Le coût d'opportunité du travail consacré au maïs est donc loin d'être nul, qu'il s'agisse du producteur de café ou du journalier agricole des hauts. La productivité du travail dégagée avec la culture de maïs est tout juste égale au salaire minimum journalier, les années de bonne récolte (2 tonnes de grain par hectare), alors qu'elle est trois fois supérieure avec le café en 1987 (1) (cf. BERNARD, 1988). Quels sont donc les intérêts des différents paysans à investir dans une culture si coûteuse ? La mise en place des magasins CONASUPO a-t-elle modifié les stratégies paysannes, en zone caféière comme en zone haute ?

Dans la zone de plantation caféière

Les cultures vivrières ont presque disparu à l'échelle du bassin caféier, à l'exception de sa périphérie. À Cosautlan, commune la plus reculée, tous les paysans semaient du maïs il y a une vingtaine d'années, et aujourd'hui la moitié des caféiculteurs a abandonné la culture. Le maïs est souvent semé sur des terres en fermage et s'in-

(1) En 1987, année « normale » pour le café, le prix d'achat au producteur était de 285 pesos par kg de café-cerise, alors que le prix de vente du maïs à la CONASUPO était de 110 pesos par kg.

sère dans une succession défriche-maïs-plantation de café, dans une association maïs-jeunes caféiers, ou dans une rotation maïs-jachère pâturée.

Dans les *exploitations caféières minifundistes et paysannes*, la récolte de maïs assure en général de 6 à 8 mois d'auto-consommation et représente une faible part du revenu, mais elle intervient un mois avant la cueillette du café, à l'époque où la trésorerie de l'exploitation atteint un seuil critique. Par ailleurs, la culture de maïs requiert un investissement élevé en travail et en engrais en début de cycle, juste après la récolte du café quand les paysans disposent de liquidités. La production de maïs permet donc une redistribution des revenus de la caféiculture sur 6 mois, durée du cycle du maïs.

Dans les *exploitations caféières familiales patronales*, les travaux cultureux sont entièrement réalisés par des journaliers. Le coût de production du maïs est alors supérieur à son prix d'achat à la CONASUPO. Les qualités gustatives du maïs « criollo » ainsi que les valeurs culturelles et symboliques traditionnellement liées à la plante de maïs sont suffisamment importantes pour que certains producteurs louent une parcelle à un prix élevé (jusqu'à 30 % de la récolte), ou consacrent une de leurs propres parcelles au maïs alors qu'ils n'ont plus d'autre espace disponible pour la plantation de café. Le maïs devient alors paradoxalement une production de luxe.

La culture du maïs est plus fréquente dans les exploitations de grande taille. 70 % des producteurs de plus de 5 ha cultivent du maïs, alors que cette proportion passe à 40 % pour les producteurs de moins de 5 ha (d'après l'enquête réalisée en 1981 à Cosautlan par l'association Fomento Cultural y Educativo). Nombreux sont les paysans limités en foncier qui consacrent toute leur terre et leur épargne à la plantation de café ; comme il est de plus en plus difficile d'obtenir une parcelle en location dans l'actuel contexte d'expansion caféière, ils achètent le maïs au jour le jour grâce à leur salaire de journalier.

Dans la zone de sierra

Contrairement à la zone basse, la zone de montagne ne connaît pas de production alternative au maïs, si ce n'est la pomme de terre dans certains villages d'altitude non inclus dans l'espace étudié ici. Les villages sont dispersés et l'approvisionnement difficile, aussi tous les paysans sèment-ils du maïs, y compris sur des parcelles éloignées ou très pentues. Cette production s'inscrit dans une stratégie de pluriactivités, à côté du travail salarié, de la coupe de bois, de la cueillette de fruits et de fleurs... L'essentiel des revenus monétaires provient des salaires gagnés par toute la famille pendant la récolte du café. Et c'est grâce à cet argent que l'on peut acheter les

engrais, payer le fermage de la parcelle ainsi que les ouvriers, auxquels il est nécessaire d'avoir recours pour les désherbages.

Le seul magasin CONASUPO-COPLAMAR implanté depuis 1982 est situé à Coxmatla, village de minifundistes relié au bourg par un chemin carrossable. Les opportunités de fermage pour semer du maïs sont de plus en plus rares, car les grands propriétaires fonciers intensifient et clôturent leurs pâturages. Ayant désormais accès à du maïs bon marché, nombreux sont les paysans qui ont abandonné la culture de grains de base.

Il semble que les approvisionnements de la CONASUPO entre 1982 et 1987 ont été suffisamment réguliers pour que de nombreux caféiculteurs de Cosautlan ou certains paysans des hauts, cas plus rare, abandonnent les cultures vivrières. Cette stratégie est possible actuellement car il existe des alternatives de travail à l'extérieur, mais la crise du marché international du café risque de perturber gravement cet équilibre.

CONCLUSION

Dans la région centre du Veracruz on peut identifier deux « systèmes spatiaux d'approvisionnement » tant les conditions diffèrent entre les hauts : production de maïs et approvisionnement assuré par les commerçants privés, et les bas : production de café et réseau dense de boutiques subventionnées. En effet l'État, dans le cadre du programme CONASUPO-COPLAMAR, a concentré ses moyens sur la zone de production de café, préservant ainsi un paysannat plus dynamique économiquement et plus fragile politiquement. Il a négligé la zone de montagne pourvoyeuse en main-d'œuvre où la situation de la paysannerie est pourtant plus critique, et a laissé aux commerçants et caciques locaux le contrôle de l'approvisionnement. Il y a comme une alliance objective entre les principaux acteurs qui se sont en quelque sorte réparti la région, qui mène à une apparente perversion d'un programme d'aide alimentaire officiellement destiné aux plus démunis.

Mais au-delà du souci de l'État de respecter les équilibres politiques locaux, des enjeux macro-économiques entrent en ligne de compte. En effet à l'échelle nationale, la production en vivriers (maïs, haricot, riz, piment) réalisée par la petite paysannerie familiale et semi-prolétaire est loin d'être négligeable : environ 66 % en 1970 pour les seuls *ejidos* (structures de propriété sociale de la terre née de la réforme agraire de 1915), presque tous compris dans les catégories d'exploitations de subsistance ou familiales (M. DURAND, 1987, p. 76). L'abandon de ces superficies grèverait fortement le déficit

agricole mexicain, problème auquel s'ajouterait celui de l'exode rural. Dans la région, un approvisionnement massif et régulier en maïs subventionné des villages de montagne menacerait à court terme la production locale, selon des processus semblables à ceux observés en zone basse. On comprend dès lors mieux la faiblesse du réseau CONASUPO-COPLAMAR dans les zones les plus marginales de la sierra. Dans la région de Coatepec, et sur la question de l'approvisionnement en produits de base, le centralisme de l'État mexicain et de ses programmes d'assistance s'accorderait avec le clientélisme et les intérêts locaux qui président aux relations socio-économiques des zones de montagne.

Les orientations récentes de la politique agricole nationale laissent présager une aggravation des inégalités intrarégionales : appui renforcé aux cultures les plus rentables, notamment les cultures d'exportation comme le café, acceptation quasi-officielle de l'échec de la petite production paysanne et abandon d'une politique de soutien à la production au profit d'une assistance alimentaire accrue.

Devant l'ampleur de la crise et le désengagement de l'État dans de nombreux secteurs, dont l'agriculture, la CONASUPO avait déjà bien failli disparaître en 1986 (A. SANCHEZ D., S. VARGAS V., 1986). Ses activités de commercialisation ont été drastiquement réduites. La presse récente fait état de nombreuses protestations paysannes face à la trop faible augmentation des prix de garantie au producteur, et certains évoquent la menace de se retirer des circuits nationaux de commercialisation, et même de réduire les surfaces semées.

Le volet « distribution » de la CONASUPO a toutefois été préservé jusqu'à aujourd'hui, et même amplifié pour certaines opérations comme la distribution de « bons pour tortillas » en 1987-88. Il est en effet difficile à l'État d'abandonner ce secteur, qui permet le maintien d'une population rurale au seuil d'infrasubsistance, et qui, en ville, contient les revendications qui éclatent ailleurs sous forme d'« émeutes de la faim ».

BIBLIOGRAPHIE

- BARTRA (A.), 1985. — *Los herederos de Zapata. Movimientos campesinos posrevolucionarios en Mexico*. Ediciones ERA, Mexico, 167 pp.
- BEAUMOND (A.), 1988. — *Élite et changement social : l'histoire du groupe de Xalapa et la caféiculture mexicaine 1880-1987*. Thèse ENSA Montpellier, 348 + 125 pp. annexes.
- BERNARD (C.), 1988. — *Différenciation des systèmes de production à la périphérie du bassin caféier de Xalapa-Coatepec (VER, Mexique)*. Thèse INA-PG, 269 + 105 pp.

- DURAND (M.), 1987. — *La tourmente mexicaine. Révolution, miracle et crise*. La Brèche, 198 pp.
- HOFFMANN (O.), 1989. — De los hacendados a los forestales : manejo del espacio, dominación y explotación del bosque en la sierra madre oriental. *TRACE*, n° 15 : 31-49. Mexico.
- LERIN (F.), TUBIANA (L.), 1984. — Pourquoi le SAM n'a pas réussi : contraintes internationales et financières, *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 19.
- LUSTIG (N), MARTIN (A.), 1985. — Descripción del funcionamiento del sistema CONASUPO, *Investigación económica* n° 173, UNAM, Mexico.
- SANCHEZ DAZA (A.), VARGAS VELAZQUEZ (S.), 1986. — Debilidad y fortaleza de CONASUPO. *El Cotidiano*, n° 13 : 40-46. Mexico.